



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Groupe de subdivisions Aube – Haute-Marne
2^{ème} Subdivision de la Haute-Marne
Affaire suivie par Imed MAJDI
Cité Administrative
89 rue Victoire de la Marne
B.P 2004-4^{ème} étage
52901 CHAUMONT Cedex 9
☎ - 03.25.30.20.52 📠 - 03.25.30.21.06
Mél : imed.majdi@industrie.gouv.fr
Réf : SHM2/IM/05/417

Chaumont le, 18 juillet 2005

Objet : Renouvellement d'autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives des aciéries Hachette et Driout

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE**

Les aciéries Hachette et Driout exploitent sur la commune de Saint-Dizier une fonderie d'acier moulé

Par transmission en date du 11 août 2003, les aciéries Hachette et Driout ont transmis à M. le préfet de la Haute-Marne un dossier de demande de renouvellement de leur autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives. Le présent rapport et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, annexé, visent à mettre à jour les rubriques de classement de cet établissement et à fixer les prescriptions concernant la détention et l'utilisation de ces sources.

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ENTREPRISE

Raison sociale :	Aciéries Hachette et Driout
Adresse de l'établissement :	11 avenue du général SARRAIL-52 101 St-Dizier cedex
Activité :	Fonderie d'acier moulé
Personne rencontrée :	le directeur

2. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

2.1. Analyse réglementaire

2.1.1. Evolutions réglementaires et simplification administrative

La réglementation relative aux sources radioactives a évolué de façon significative en raison de la publication de l'ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 et d'un certain nombre de décrets d'application dont le décret n° 2002-460 du 4 avril

2002 relatif à la transposition de deux directives communautaires dans le domaine de la protection contre les rayonnements ionisants, qui ont modifié le Code de la santé publique (CSP).

En particulier, certaines dispositions nouvelles sont applicables aux installations classées (ICPE). La circulaire du 19 janvier 2004 de la direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR) du ministère chargé de l'environnement a précisé les interfaces entre les autorisations au titre de la législation sur les ICPE et les autorisations au titre du CSP, ainsi que les domaines respectifs de compétence. Les évolutions réglementaires conduisent notamment :

- à supprimer la commission interministérielle des radioéléments artificiels (CIREA). La CIREA réglementait jusqu'alors la fabrication, la distribution, la détention, l'utilisation, l'importation, l'exportation de radionucléides artificiels. Ces autorisations étaient émises en sus des éventuelles autorisations prises au titre du code de l'environnement,
- à confier à la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR) et à l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) certaines missions d'autorisation et de contrôle précédemment effectuées par la CIREA. Pour l'exercice de ces missions, la DGSNR s'appuie sur les divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR) implantées dans certaines DIRE dont celle de Champagne-Ardenne,
- à permettre une simplification administrative (articles L.1333-4 et R.1333-26 du code de la santé publique) pour certaines activités nucléaires bénéficiant par ailleurs d'une autorisation au titre d'une autre réglementation.

Les installations classées autorisées en application des articles L.511-1 et L.517-2 du Code de l'environnement bénéficient en particulier de la simplification précitée en fonction de la nature de l'activité exercée.

2.1.2. Désignation de l'autorité compétente

Le 11 août 2003, M. ROBERT-DEHAULT, directeur des Aciéries Hachette et Driout, a sollicité le renouvellement de son autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives auprès de M. Le Préfet de la Haute-Marne. En effet, compte tenu que les Aciéries Hachette et Driout bénéficient déjà d'un arrêté préfectoral visant la rubrique 1721-2a (anciennement 385 quater 2a) de la nomenclature des ICPE, l'autorité préfectorale est compétente pour instruire la demande de renouvellement de son autorisation de détention et d'utilisation pour sa source radioactive.

2.2. Complétude du dossier

Le dossier déposé par les Aciéries Hachette et Driout le 11 août 2003 comprend :

- les derniers rapports de contrôle des sources et appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du code du travail,
- la justification (au sens de l'article L.1333-1 du code de la santé publique) de l'activité nucléaire,
- le plan de localisation des sources dans l'établissement et dispositions de prévention contre le vol et l'incendie,
- les dispositions prises pour connaître l'inventaire et la localisation des sources radioactives détenues dans l'établissement, y compris afin de détecter des sources radioactives scellées dépassant la limite de 10 ans fixée à l'article R.1333-52 du code de la santé publique,
- la désignation des personnes responsables des activités nucléaires, des personnes compétentes en radioprotection et du service compétent en radioprotection prévu à l'article R. 231-106 du code du travail,
- la déclaration sur la mise en place du zonage radiologique de l'installation.

Le dossier est jugé complet par l'inspection des installations classées.

2.3. Description du danger

Les gammagraphes détenus par la société Hachette et Driout (contenant les 5 sources radioactives scellées) sont conçus pour l'utilisation du rayonnement gamma à des fins de radiographie industrielle. Ils sont régulièrement utilisés pour le contrôle non destructif des pièces d'acier moulé.

Les sources scellées sont des sources constituées par des substances radioactives solidement incorporées dans des matières inertes ou scellées dans une enveloppe inactive, présentant une résistance suffisante pour éviter dans des conditions normales d'emploi, toute dispersion de substances radioactives.

Les utilisateurs sont uniquement soumis à un risque direct d'irradiation. Il survient lorsque la personne se trouve sur le trajet des rayonnements et cesse dès lors qu'elle en sort. Les principaux risques d'exposition proviennent d'appareils défectueux, d'une mauvaise utilisation (règles de radioprotection non observées), et d'une perte ou vol de la source.

2.4. Prescriptions nécessaires à l'utilisation de sources scellées

Afin d'éviter au maximum les risques d'exposition aux rayonnements radioactifs, il est nécessaire de prescrire des règles particulières pour l'utilisation des sources scellées, et en particulier :

- la désignation d'une personne responsable qui sera en charge directe de l'activité nucléaire autorisée,
- la prévention des sources contre le vol, la perte, ou la détérioration, et les consignes en cas de vol, de perte, ou de détérioration,
- la mise en place de toutes les dispositions permettant l'exposition des personnes aux rayonnements radioactifs la plus faible possible, et dans tous les cas inférieure à 1 mSv/an (protection des lieux de stockage, suivi des mouvements des sources, signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources, suivi des personnes),
- le maintien en bon état de fonctionnement des sources,
- le respect des dates de péremption.

3. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Après examen du dossier déposé par les Acières Hachette et Driout le 11 août 2003 auprès de M. le Préfet du département de la Haute-Marne pour demander le renouvellement de son autorisation de détention et d'utilisation de ses sources radioactives, l'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint prescrivant certaines dispositions spécifiques à cette activité.

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du département de la Haute-Marne,

Rédigé le 18 juillet 2005 à Chaumont l'inspecteur des installations classées signé Imed MAJDI	Validé le 26 juillet 2005 à Châlons-en-Champagne L'ingénieur fonctionnel en charge des risques chroniques signé Nicolas LAPENNE	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet du département de la Haute-Marne Châlons-en-Champagne, le 28 juillet 2005 Pour la Directrice et par délégation Le Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel, signé Jeanne CORBIN
---	---	---